



Édito

La CGT Éduc'action estime que la crise sanitaire aurait dû être l'occasion d'élaborer un plan d'urgence pour recruter des personnels statutaires et pour réduire les effectifs par classe. Mais le logiciel comptable du ministère continue de faire son œuvre : aucune mesure ministérielle pour améliorer les conditions d'études des élèves et de travail des personnels ; aucun plan de titularisation des personnels précaires, aucune création de postes supplémentaires pour alléger les effectifs par classe et accompagner les élèves, mépris ministériel récurrent dans les revalorisations salariales actées ou proposées alors que les attentes des personnels étaient fortes...

Pire, puisque le ministre ne semble pas avoir besoin de tout son budget, il prévoyait de rendre 75 millions d'euros au budget de l'État dans le Projet de Loi de Finances Rectificative 2021, présenté le 3 novembre dernier. À noter également que, malgré les effets d'annonces médiatiques, c'est durant ce quinquennat que la part des dépenses pour l'Éducation nationale dans le PIB a baissé de 6,8% à 6,6%.

Et pourtant, le ministre n'a de cesse dans les médias de repeindre son bilan en arrangeant les chiffres à sa convenance...

Ainsi, le bilan de Monsieur Blanquer à la tête de notre ministère est moins glorieux que ne le laisse croire sa communication et notamment dans le champ de la précarité. **(augmentation de 12% par an, recours accru aux personnels contractuels, quasi absence de revalorisation, loi de transformation de la Fonction publique promotrice de plus de précarité ...)**

Suite à la forte mobilisation du 13 janvier, le ministre annonçait le recrutement de 3300 contractuel·les. Mais en réalité, il ne s'agit que du reste de ce qui était déjà prévu (6000 dont 3000 déjà recruté·es pour la fin du 1^{er} semestre). Bien sûr, il s'est empressé de préciser que ces postes ne seraient pas pérennes et qu'ils n'avaient pas vocation à être renouvelés à la rentrée 2022. Cette réponse est donc uniquement conjoncturelle dans un temps de crise (comme l'année dernière) et ne répond pas aux besoins connus depuis des années et nécessitant un plan d'urgence pour l'École. Ces annonces ne sont absolument pas à la hauteur des revendications et de la colère des personnels. Surtout, il ne s'agit que d'annonces sur la gestion immédiate des conséquences de la situation épidémique dans l'Éducation.

Les mesures prises par le ministre, dans la continuité de ses prédécesseur·euses, auront largement contribué à la **casse du service public d'Éducation**.

La précarisation des personnels de l'Éducation nationale s'intensifie dans tous les champs (premier et second degré, enseignement supérieur, formation continue) et touche tous les métiers ; enseignant·es, administratif·ves ATSS, EMAS, AESH (largement mobilisé·es cette année pour obtenir un statut, l'abandon des PIAL et une revalorisation salariale), AEd ...

Seule une loi de titularisation, élargie à l'ensemble des personnels précaires, est à même d'apporter des réponses statutaires et collectives. Il y a urgence.